
JUIN 2019, LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES MANIPULÉES AU KAZAKHSTAN: UNE TRANSITION DE POUVOIR SIMULÉE

- A. Le 19.03.2019, Nursultan Nazarbayev a démissionné de son poste de président du Kazakhstan. Conformément à la loi, il a été remplacé par le président de la chambre haute du Parlement, le Sénat, Kasym-Jomart Tokayev. Le 09.04.2019, Tokayev a annoncé que des élections présidentielles se tiendront le 09.06.2019. La campagne électorale a officiellement commencé le 11.05.2019 et se terminera le 07.06.2019.
- B. Après avoir quitté le poste de président, M. Nazarbayev compte conserver son pouvoir grâce à son titre de Premier Président - Chef de la Nation¹, ce qui est inscrit dans la Constitution. En 2018, Nazarbayev devint président à vie du Conseil de Sécurité². Les décisions du Conseil de Sécurité et du président du Conseil de Sécurité sont contraignantes pour les organes de l'État, ainsi que pour les organisations et les personnalités officielles du Kazakhstan³. En plus, Nazarbayev reste président du parti politique Nur Otan. Grâce à Nur Otan, Nazarbayev contrôle les *Maslikhats* (conseils locaux) et le *Majilis* (chambre basse du Parlement). Sur les 47 sièges prévus pour le Sénat, Nazarbayev a nommé 15 sénateurs⁴. Les Maslikhats élisent les 32 sénateurs restants. En mars 2019, la fille de Nazarbayev, Dariga Nazarbayeva, a été nommée présidente du Sénat⁵. Nazarbayev est également membre à vie du Conseil constitutionnel⁶. Nazarbayev a aussi conservé le contrôle de l'énorme fond de participation «Samruk-Kazyna»⁷ et du Fond national du Kazakhstan.
- C. La Commission électorale centrale (CEC) s'occupe de l'administration des élections. La CEC est composée par sept membres⁸. Le président nomme trois membres et chacune des chambres du Parlement (contrôlée par Nazarbayev) nomme deux membres. En 2016, Nazarbayev a nommé Berik Imashev pour la présidence de la CEC. La fille d'Imashev, Aida Imasheva, est mariée au fils de Dariga Nazarbayeva, Nurali Nazarbayev – le petit-fils de Nursultan Nazarbayev⁹.
- D. Les résultats définitifs des élections peuvent faire l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel uniquement si la motion est présentée par le président, par les présidents des deux chambres du Parlement ou par au moins un cinquième des membres du Parlement et le Premier ministre.
- E. La composition des commissions électorales territoriales et de circonscription est établie par les Maslikhats correspondants sur la base des propositions faites par les partis politiques. Au Kazakhstan, seulement sept partis politiques sont enregistrés¹⁰. Il n'y a pas de véritables partis d'opposition. Les partis et mouvements d'opposition ont été interdits dans le pays ou marginalisés grâce aux lois ad hoc contre le soi-disant «extrémisme», ou à travers des accusations criminelles fabriquées à l'encontre des dirigeants de ces partis¹¹.
- F. La loi impose aux candidats à la présidence une série de critères discriminatoires qui se révèlent extrêmement problématiques pour tout candidat indépendant:

¹ Loi Constitutionnelle du Premier Président de la République du Kazakhstan, adopté le 20 Juin 2000, № 83-II.

² Article 1(2) de la Loi Constitutionnelle sur le Conseil de Sécurité de la République du Kazakhstan.

³ Article 6(6) de la Loi Constitutionnelle sur le Conseil de Sécurité de la République du Kazakhstan.

⁴ <http://www.parlam.kz/ru>

⁵ <http://www.parlam.kz/ru/senate/person/1268>

⁶ <http://ksrk.gov.kz/page/istoriya-stanovleniya-i-razvitiye-konstitucionnogo-kontrolya-v-respublike-kazakhstan>

⁷ <http://adilet.zan.kz/rus/docs/U1800000816>

⁸ Article 11 de la Loi Constitutionnelle sur les Elections.

⁹ <https://kursiv.kz/news/otstavki-i-naznacheniya/2016-09/berik-imashev-naznachen-predsedatelem-cik-rk>

¹⁰ https://www.zakon.kz/4965683-politicheskie-partii-kazahstana.html?fbclid=IwAR2T76lk9pHPQy_rTYyG9HBfHXKvQBavQRCsPhMo5zC2DJ226xLZ15tj1Xs

¹¹ <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/kazakhstan>

- **Un candidat doit avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans une fonction publique ou dans des postes élus dans l'État**¹². Introduite en 2017, cette obligation limite considérablement la possibilité de participer aux élections pour la majorité des citoyens du pays.
- **Un candidat doit confirmer qu'il réside au Kazakhstan depuis au moins 15 ans, comme déterminé par la Commission électorale centrale**¹³. La fréquence des poursuites pénales et administratives motivées par des considérations politiques, qui a contribué à l'exode de personnes reconnues comme réfugiés politiques du Kazakhstan, limite donc également le bassin de candidats potentiels de l'opposition.
- **Un candidat doit parler couramment le kazakh, tel que déterminé par la Commission électorale centrale**¹⁴. Cette exigence est discriminatoire pour l'importante population russophone du Kazakhstan et pour ceux qui ne parlent pas couramment le kazakh. Il est également inconstitutionnel aux termes de l'article 7 (2) de la Constitution, qui dispose que la langue russe doit être utilisée officiellement sur un pied d'égalité avec le kazakh dans les organisations d'État et les organes de l'autonomie locale. L'examen de langue des candidats n'est pas public et il n'existe pas de critères d'évaluation précis, ce qui accentue le caractère discriminatoire de cette exigence.
- **Seules les associations civiques gouvernementales enregistrées (qui incluent également les partis politiques) ont le droit de désigner des candidats à la présidence**¹⁵. Les associations civiques gouvernementales ont des succursales et des bureaux de représentation sur le territoire dans plus de la moitié des oblasts du Kazakhstan¹⁶. Le 29.06.18, la loi sur les élections a été modifiée pour supprimer le droit des citoyens à se présenter eux-mêmes. Les méthodes de nomination des candidats ont ainsi été réduites au minimum. Dans le climat politique qui prévaut¹⁷, aucune association civique gouvernementale ne peut nommer un véritable candidat de l'opposition.
- **La loi sur les élections stipule qu'un organe supérieur d'une association civique gouvernementale peut révoquer la décision de désigner un candidat à la présidence à tout moment, même après son enregistrement officiel**¹⁸. Les motifs d'une telle décision n'étant pas établis par la loi, cela ouvre la porte à la manipulation des fichiers des candidats nommés.
- **Un candidat à la présidence doit réunir des signatures représentant au moins 1% du nombre total d'électeurs (118 140 signatures pour ces élections)¹⁹, représentant à parts égales non moins de deux tiers des oblasts, des villes d'importance républicaine et de la capitale**²⁰. Les personnes qui veulent signer pour manifester leur soutien pour un candidat doivent fournir des informations personnelles complètes (nom, prénom, patronyme, données du passeport et adresse de leur lieu d'enregistrement permanent ou temporaire). La législation ne régleme pas clairement la procédure de vérification de l'authenticité des signatures. Cela crée également des conditions préalables à la fois pour «éliminer» les candidats indésirables et pour fabriquer des signatures pour les candidats avantageux pour les autorités au pouvoir. Cette condition est très difficile à remplir pour tout candidat indépendant ou d'opposition, en particulier lors d'une élection à la volée comme celle-ci, pour laquelle la date du scrutin a été annoncée le 09.04.2019 et l'enregistrement des candidats a été clôturé le 11.05.2019. En particulier, les sept candidats (dont cinq sont pratiquement inconnus du public) ont collecté les signatures requises en un temps record (dans un délai de deux à trois jours).

Seulement les personnes morales ayant au moins cinq ans d'expérience dans la conduite d'enquêtes d'opinion ont le droit de mener des enquêtes d'opinion, et ce uniquement sur notification écrite préalable de la CEC²¹. Les autorités du Kazakhstan tentent ainsi de supprimer la diffusion d'informations sur la cote de popularité réelle des candidats à la présidence. Les enquêtes sociologiques indépendantes sur les élections et les sondages à la sortie des

¹² Article 54 de la Loi Constitutionnelle sur les Elections.

¹³ Article 54 de la Loi Constitutionnelle sur les Elections..

¹⁴ Article 54 de la Loi Constitutionnelle sur les Elections..

¹⁵ Article 55 de la Loi Constitutionnelle sur les Elections..

¹⁶ Article 7 de la Loi sur les Associations Civiques. https://online.zakon.kz/document/?doc_id=1005615

¹⁷ <https://www.state.gov/reports/2018-country-reports-on-human-rights-practices/kazakhstan/>

¹⁸ Article 60 de la Loi Constitutionnelle sur les Elections.

¹⁹ <https://www.election.gov.kz/rus/news/releases/index.php?ID=4890>

²⁰ Article 56 de la Loi Constitutionnelle sur les Elections.

²¹ Article 28(9) de la Loi «Par Rapport aux élections», <http://prokuror.gov.kz/rus/novosti/press-releasy/generalnaya-prokuratura-razyasnila-poryadok-provedeniya-oprosa-po-vyboram>

bureaux de vote sont de facto interdites. Uniquement les entités contrôlées par les autorités sont autorisées à mener des enquêtes et des sondages.